



# Jeudi 28 mars, rassemblons-nous tous devant Bercy

**L**es organisations syndicales des Finances publiques appellent les agents à la grève et à une manifestation nationale jeudi 28 mars. Depuis plusieurs semaines des rassemblements, des manifestations, des grèves et des blocages sont organisés aux Finances publiques sur tout le territoire (les grèves sont reconduites en Gironde, dans le Tarn, dans les Pyrénées-Atlantique, en Ariège et en Haute-Garonne dont le mouvement est entré dans sa huitième semaine...). Refusant de céder au démantèlement programmé de leur administration (abandons et externalisations de missions, création d'agences en lieu et place d'administrations, suppression d'implantations,...), les agents des Finances publiques poursuivent la mobilisation. À cela s'ajoute la remise en cause de leurs droits et garanties.

Mais, plus largement dans l'ensemble du ministère et des établissements semi-publics, la logique est la même.

**Aux douanes**, 28 % des emplois ont été supprimés en 25 ans alors que dans le même temps les besoins explosent avec l'augmentation des trafics et de la contrefaçon, le Brexit...

**A la Banque de France**, depuis 2005, 40 % des emplois ont été détruits entraînant, entre autres, un effondrement du service aux particuliers (aide à la sortie du surendettement, droit au compte bancaire...).

**A la Caisse des Dépôts**, le projet d'un plan de rupture conventionnelle collective (licenciements) se met en place et les missions sont remises en cause, notamment par la loi Pacte.

**Au Crédit Foncier**, 1 300 des 1 900 emplois sont supprimés dans le cadre de la liquidation de l'établissement !

**A la DGCCRF**, les menaces se font de plus en plus fortes sur l'existence même de cette administration. Le besoin pour la population de disposer d'une police économique protectrice ne cesse pourtant de se renforcer.

**A l'Insee**, une menace plane sur l'indépendance de la statistique publique. Par ailleurs, le refus d'une réelle prise en charge des déplacements professionnels des enquêtrices, effectués avec leurs moyens personnels, symbolise tout le mépris de l'administration à l'égard de ses agents.

**La Cour des Comptes** voit elle une grande partie de ses missions menacée par la suppression de la séparation entre les fonctions d'ordonnateur et de comptable public.

Ces quelques exemples dessinent un projet global destructeur auquel nous devons nous opposer. Mais plus encore, ce sont des moyens d'interventions pour améliorer la situation économique, sociale et écologique de notre pays que nous devons gagner.

Parce que les personnels se mobilisent dans tous les secteurs, parce que les ministres jouent la division des personnels et qu'ensemble nous sommes plus forts, retrouvons-nous le jeudi 28 mars devant Bercy à 15h30 pour converger avec les agents des Finances publiques en lutte et obtenir satisfaction sur nos multiples revendications.

**TOUTES ET TOUS  
DEVANT BERCY  
LE 28 MARS À 15H30**